



CICR

BULLETIN

N° 1 / 2009

Le CICR en République Démocratique du Congo

EDITORIAL

Dans l'attente de signes d'espoir

Les populations civiles de la République démocratique du Congo continuent de payer un lourd tribut aux conflits qui affectent plus particulièrement les provinces de l'est du pays. Si le début de l'année avait laissé entrevoir des éclaircies qui ont conduit de nombreuses personnes déplacées à reprendre le chemin des villages (voir article ci-contre) qu'ils avaient quittés en 2008, voire une année plus tôt, malgré la difficulté de tout rebâtir, le retour chez soi est l'un des besoins les plus forts chez l'être humain, n'importe où dans le monde. Pourvu qu'on ait des garanties de sécurité, la vie dans son lieu d'origine, au sein de sa communauté, est nettement préférable aux aléas de l'existence dans un camp pour personnes déplacées.

Le CICR, en étroite collaboration avec la Croix-Rouge de la République démocratique du Congo (CRRDC), aide ces «retournés» à relever le défi, en leur fournissant les intrants agricoles indispensables à une population essentiellement rurale.

Malheureusement, à côté de personnes qui comme Béatrice peuvent envisager de rentrer, coexistent des situations encore bien trop préoccupantes. En effet, la sécurité des milliers de civils reste menacée par la reprise des hostilités et les opérations militaires en cours dans la région.

En effet, la situation générale, dans l'est du Congo, reste volatile et imprévisible. Durant les dernières semaines, il y a eu de nouveaux déplacements de population, que ce soit à l'intérieur du Congo ou en direction de pays voisins comme l'Ouganda, même si les chiffres n'ont rien de comparable à ceux, massifs, de l'année dernière. De plus, les effets à long terme du conflit mettront beaucoup de temps à être résorbés. Qu'il s'agisse des conséquences matérielles ou psychologiques – traumatisme des séparations familiales, des violences sexuelles, manque de moyens pour assurer la subsistance, tous des thèmes traités dans ce bulletin.

Dans les provinces du Kivu, comme dans la Province orientale, les conséquences du conflit et de la violence se traduisent par de nombreuses situations douloureuses, des familles brisées, séparées, des blessés, la difficulté à subvenir à ses besoins, la précarité des conditions de vie, mais toujours, partout, également par ce courage et cet espoir de pouvoir un jour comme Béatrice, reprendre le chemin de la maison, le chemin des champs, dans la sérénité et la sécurité.

Un bilan nuancé donc, mais une certitude : l'action humanitaire de la Croix-Rouge se poursuit en RDC, au bénéfice de dizaines de milliers de victimes innocentes. Cependant, bien plus que cette action, le respect, par les parties au conflit, des règles protégeant les civils lors des conflits armés, permettrait de préserver les populations civiles de souffrances inutiles.

Max Hadorn
Chef de délégation

Nord-Kivu - La promesse d'un jour nouveau

Béatrice Gasigua n'a pas eu de doutes lorsqu'elle a entendu les nouvelles de la cessation des hostilités dans sa région d'origine. *«Je me suis dit qu'il valait mieux rentrer chez moi, à Bisoko. Dans le camp de Kibati, où j'ai vécu plus d'une année comme déplacée, la vie était très difficile. Je suis donc revenue il y a une semaine, et je suis prête à recommencer la vie de village.»* Béatrice, 28 ans, sourit brièvement, avant de donner le sein au bébé, le dernier de ses quatre enfants. Autour d'elle, les retournés massés sur la place du marché de Rugari tuent le temps sous le soleil écrasant, en attendant que leurs noms soient appelés pour la distribution du CICR.

On est à mi-février. Le mouvement de retour des déplacés dans cette région du Nord-Kivu, timidement amorcé à la fin 2008, bat désormais son plein. Tout au long de la route poussiéreuse venant de Goma, des villages naguère vides se repeuplent, et l'on voit de petits groupes de fermiers s'attaquer à la végétation qui avait recouvert leurs terres en friche. *«Ici à Rugari, il y avait, avant la guerre, 15 819 habitants, dont une bonne partie s'était enfuie avec le conflit. La grande majorité est maintenant rentrée, surtout depuis la déclaration de cessation des hostilités du 16 janvier. Les gens continuent à revenir aujourd'hui»*, nous dit César Sebikima, président de la Croix-Rouge congolaise à Rugari.

C'est pour répondre aux besoins de ces «retournés» que le CICR, en étroite collaboration avec la Croix-Rouge congolaise et avec le soutien du Programme alimentaire mondial (PAM), distribuait ce jour-là semences et outils à Rugari. *«En tout, ces distributions visent entre 45 000 et 50 000 personnes au Nord-Kivu»*, explique Michael Krammer qui dirige la sous-délégation du CICR à Goma. *«Depuis des semaines déjà, les déplacés rentraient timidement chez eux la journée, pour évaluer les conditions d'un retour éventuel. Dès qu'ils ont estimé que la sécurité le permettait, ils ont décidé de faire le pas et rentrer pour de bon. De notre côté, nous les accompagnons avec une aide adaptée.»*

Maisons pillées, champs dévastés

Car recommencer n'est pas chose aisée, lorsque le labeur d'une vie entière a été anéanti. *«Ma maison a été détruite, tous mes objets pillés, mes champs sont vides. Mes poules et mes chèvres ont disparu»*, énumère Béatrice. Avec son mari et ses enfants, elle vit pour l'instant sous une bâche, qu'elle a ramenée du camp de Kibati. *«Ils ont même volé mon toit en tôles»*,
(suite en page 2)



Un toit pour les enfants perdus

Patrick Senzoga a cet air retenu de ceux qui savent écouter. Il sait aussi parler : «*Ces dernières années, j'ai beaucoup prêché, jusque dans le Rutshuru, alors les gens me connaissent bien*», dit le pasteur protestant, âgé de 51 ans. Depuis cinq ans, il s'occupe aussi d'enfants soldats démobilisés, de femmes violées ou encore de patients sidéens. Du coup, lorsque, ce 29 octobre 2008, des alentours de Goma se sont déversés dans la ville «*des enfants séparés de leurs parents, en pleine débandade*», il a paru naturel au pasteur de leur ouvrir les portes de son modeste centre, le Covedec. Beaucoup de ceux qui le connaissant y amenaient les enfants perdus, par fratries entières.

Pour loger et nourrir tout ce monde – le centre a compté jusqu'à 194 enfants au plus fort de l'exode -, le pasteur a fait appel au CICR et à d'autres agences humanitaires. Le premier a construit à toute vitesse des bâtiments en bois pour loger les enfants, des douches et des toilettes, et fourni également une bonne partie de la nourriture. A force de «*négociation*», le pasteur a convaincu les écoles du voisinage de faire une place sur leurs bancs aux enfants non accompagnés. Depuis, plus de la moitié d'entre eux ont retrouvé leur famille, grâce surtout aux annonces faites par l'agence de recherches de la Croix-Rouge sur les ondes des radios locales.



Goma. Centre Covedec pour orphelins et enfants non accompagnés. Le pasteur Patrick Senzoga gère ce centre avec l'aide du CICR. Au plus fort du conflit, 194 enfants y étaient hébergés ; il compte actuellement 128 habitants.

Chef de famille à 13 ans

Bahati Kibihira a l'air d'avoir huit ans, mais porte sur ses épaules les responsabilités d'un homme de 40. En réalité, il est âgé de 13 ans. C'est à fin octobre 2008 qu'il s'est retrouvé en charge de ses cinq petits frères et sœurs.

«*Nous étions chez nous à Kibati lorsque la guerre a éclaté. Maman et papa étaient aux champs, moi à l'école. Tout le monde s'est mis à fuir, alors j'ai pris le bébé sur le dos, les autres par la main, et nous sommes tous partis à Goma. Nous avons passé la nuit dans une maison en chantier, il pleuvait et nous étions mouillés. Nous sommes restés là deux semaines.*» Les enfants ont survécu en quémandant leur nourriture. Souvent, ils se couchaient le ventre creux. «*Un jour, une maman nous a amenés ici, chez le pasteur*».

Au centre Covedec de Goma, chez le pasteur Patrick Senzoga, les enfants Kibihira ont trouvé un foyer accueillant, en attendant que les annonces faites à la radio permettent de localiser leur famille.

Aux yeux de Bahati, les choses vont bien. «*Bien sûr, les petits pleurent parfois le soir, lorsqu'il faut aller se coucher, et je dois les consoler. Mais en général, ils sont calmes, car ici ils reçoivent de la nourriture.*»



Goma. Enfants séparés de leurs parents par le conflit.

Nord-Kivu - La promesse d'un jour nouveau (suite de la Une)

ajoute avec indignation Edouard Hishamunda. Tout comme Béatrice, le vieux monsieur a fui son village de Mugora en octobre 2007, «*avec juste ce que je portais sur le dos*». Les combats d'octobre 2008 l'ont forcé à un nouveau déplacement. Avec un fils handicapé, c'est lui qui, à 72 ans, doit nourrir quatre petits-enfants, âgés de deux à 12 ans.

La bonne saison pour planter

Mais grâce à la distribution d'aujourd'hui, il est optimiste. «*Je vais planter les haricots, l'amarante et les patates douces, et vendre le surplus, s'il y en a. Je pourrai ainsi payer l'école des petits-enfants,*

les soins médicaux et acheter des vêtements.» «*C'est le bon moment, renchérit Béatrice, car c'est la saison pour planter. Dans quatre mois, je pourrai récolter.*» Si la récolte est bonne, elle envisage même d'acheter quelques poules.

La journée avance. Edouard Hishamunda, Béatrice et des centaines d'autres s'éloignent, chargés de sacs et de bidons d'huile, en une longue file. Pour ceux qui vivent au pied du volcan Mikeno, il leur faudra affronter une pente ardue, durant plus de trois heures. Tout à coup, une petite pluie joyeuse vient rafraîchir l'atmosphère étouffante. Comme la promesse d'un jour nouveau.

Les ondes de l'espoir

Bonjour, Gédéon Masumbuko Birindua de Radio Bobandano au microphone. Nous allons ouvrir l'antenne par un communiqué de recherche du CICR. Si vous avez perdu votre enfant pendant les conflits armés, la Croix-Rouge peut vous aider à le retrouver. Vous pouvez contacter le CICR ou le bureau de la Croix-Rouge de la République démocratique du Congo au numéro suivant : 081 76 83 615.

Nous allons maintenant vous lire les noms d'enfants non accompagnés qui se trouvent entre les mains de la Croix-Rouge.

Nema Bahati, née en 1997, de Kibumba, Nema Justine, née en 1993, de Kibumba, Noella Sifa, née en 1995....»

Depuis fin novembre, trois fois par jour, les noms d'enfants perdus sur les routes de l'exode, qui ont depuis trouvé abri dans des centres ou des familles d'accueil, sont ainsi lus - avec leur accord préalable - sur les ondes. Cinq radios participent à l'opération. Ensemble, elles arrosent tout le Nord et une partie du Sud-Kivu : il y a Radio Bobandano à Minova, Radio Kanyabayonga pour le Grand Nord de la province du Nord-Kivu, la RTGB de Beni-Butembo, Radio Dorika dans le Rutshuru et la RTNC à Goma.

Dans un pays où la population s'informe au travers de petits transistors, «c'est là le moyen le plus efficace pour réunifier les familles séparées», dit Prosper Sebuhire, de l'Agence de recherches du CICR à Goma. «Une bonne cinquantaine d'enfants ont déjà été rendus à leurs parents après que ceux-ci aient entendu leurs noms à la radio».

Trois paires de jumeaux

Safi Nyiransabimana, 25 ans, raconte l'une de ces histoires heureuses. Le 27 octobre, cette mère de trois paires de jumeaux se trouvait au Rwanda avec son mari et les bébés lorsque son village de Kibiriga, face au majestueux volcan Niyragongo, a été attaqué. Les quatre aînés – deux garçons de quatre ans et une fille et un garçon de sept ans – s'enfuyaient avec les voisins, mais se perdaient en route. Deux mois d'angoisse pour les parents prenaient fin le 27 décembre, lorsque Safi et son mari Nzabanita entendaient à la RTNC les noms des quatre enfants manquants, qui se trouvaient au Centre Covedec de Goma. «J'ai pris les bébés et je suis descendue à Goma, à pied. La route m'a pris deux jours», raconte la mère.

L'arrivée de Safi au centre Covedec est une surprise, et les retrouvailles de la mère avec ses quatre petits émeuvent jusqu'à une délégation étrangère qui visitait à ce moment-là le centre. La jeune femme n'en croyait pas ses yeux des bons soins reçus par ses enfants : «J'étais étonnée car ils étaient en bonne santé, ils se lavaient tous les jours, leurs habits étaient propres et ils avaient plein à manger.» Depuis, Safi et Nzabanita ne tarissent pas d'éloges sur le CICR.



Minova. La radio Bobandano lit deux fois par jour les noms des enfants qui ont perdu leurs parents, afin de les aider à les retrouver. De nombreuses familles ont pu être réunies par ce biais.



Banga, 17 ans, retrouve sa famille, qu'il avait perdue durant les combats, grâce au programme de regroupement familial du CICR.

Enregistrer les enfants perdus

Depuis fin octobre 2008, plus de 287 enfants non accompagnés, séparés suite aux récents déplacements, ont été enregistrés par le CICR et la Croix-Rouge de la RDC dans le Nord-Kivu. Des recherches pour retrouver leurs proches ont été rapidement entamées. A fin février 2009, plus de 46 avaient déjà été réunifiés avec leurs familles, souvent grâce aux annonces à la radio.

Fin novembre, la Croix-Rouge ouvrait deux nouveaux bureaux dans les camps de Kibati (à six km au nord-est de Goma), pour que les civils concernés puissent s'y rendre facilement et demander de l'aide. Depuis lors, pour faciliter la recherche, les noms des enfants non accompagnés sont rendus publics chaque jour au travers d'un bulletin diffusé par les radios du Nord-Kivu.

Cinq questions à Abdalah Togola, délégué à la sécurité économique du CICR à Goma

A qui s'adresse la récente assistance agricole du CICR au Nord-Kivu ?

Aux populations civiles de la province du Rutshuru (Rugari et Kisigari), qui ont fui en octobre-novembre 2008 les combats entre le CNDP et le gouvernement, et sont revenues depuis le début 2009 chez elles. Entre 45.000 et 50.000 personnes sont retournées, et nous estimons qu'un bon quart reste déplacé.

Qu'est-ce qui justifie le choix du moment ?

Le contexte sécuritaire a changé, qui permet un retour. Mais ces populations ont été fortement décapitalisées au moment de leur fuite : elles ont perdu les articles essentiels du ménage, les vivres, leurs récoltes ont été pillées par les porteurs d'armes. Elles ne peuvent à elles seules reprendre la production agricole, qui constitue 95% de leurs sources de revenus. La sécurité économique de chaque individu de cette population est remise en cause s'il n'y a pas d'assistance extérieure.

Après avoir évalué la situation et coordonné avec les autres acteurs humanitaires, le CICR a donc décidé de mettre en œuvre un projet qui comprend à la fois la sécurité alimentaire immédiate et la sécurité économique plus globale à moyen terme. Nous avons distribué une ration alimentaire complète pour 90 jours, et les intrants agricoles nécessaires pour relancer la production : deux houes, 15 kilos de semences de haricots adaptés à la région, 200 boutures de patates douces, 30 g de semences d'amarante.

Dernier élément : le calendrier saisonnier local. La saison des semis commence mi-février et va jusqu'au 15 mars. Les «retournés» ont donc le temps de sarcler la terre et de planter dans les temps.

Que va-t-il se passer avec le quart restant de la population, qui est toujours déplacé ?

Ces gens-là ont trouvé des stratégies de survie soit dans les camps autour de Goma, soit en dehors du pays, ou encore dans des familles d'accueil. Ils restent déplacés plus longtemps, et veulent être sûrs que la situation sécuritaire va se calmer. Pour le CICR, tout projet fait à terme devient l'objet d'une évaluation. Il faudra donc voir quels seront les besoins, mais il est clair aussi que la relance du processus économique pour les trois quarts de la population devrait permettre au quart restant de trouver ses propres solutions.

On pourrait argumenter que la situation sécuritaire risque encore de fluctuer...

Dans un contexte comme la RDC, vouloir attendre d'être sûr de la pérennité de la paix pour mettre en œuvre un programme, c'est s'interdire de travailler. Il faut toujours réviser le contexte sécuritaire, et agir en fonction des priorités humanitaires. On parle d'individus qui, sans aide extérieure, ne pourront pas manger à leur faim. D'enfants qui ne seront pas capables de grandir sainement. De mères de famille qui, si elles ne reçoivent pas ce coup de pouce, ne pourront pas envoyer leurs enfants à l'école, ni assurer leur santé.

Nous avons parlé des populations déplacées/retournées chez elles. Que fait le CICR pour les résidents qui accueillent des déplacés ?

Prenez le cas de Kanyaruchinya, aux portes de Goma. Entre fin octobre et début novembre 2008, 65.000 personnes venant du nord se sont déversées dans cette petite localité, qui ne comptait que 7.500 habitants. Qui plus est, les résidents vivaient dans une zone couverte de lave, déjà frappée par l'éruption de 2002, et où seul le huitième de la terre était arable. Seul un résident sur trois, voire sur quatre, disposait d'eau de source, et un sur 20 d'installations sanitaires correctes. Imaginez le choc qu'ont dû absorber ces gens avec l'arrivée des déplacés, et l'énorme pression sur les ressources !

Le CICR a bien sûr assisté en urgence les nouveaux arrivants avec des vivres, des articles essentiels de ménage, de l'eau potable, des installations sanitaires et des abris, et une intervention pour les victimes de violences sexuelles. Mais les résidents n'ont pas été oubliés. A une ration alimentaire, renouvelée après deux mois, s'est ajouté un projet de sécurisation économique. Fin janvier, un projet communautaire a permis d'apporter de la terre arable et fertile permettant de créer des jardins. Sans oublier des intrants agricoles, comme ceux remis aux retournés du Rutshuru.



Répondre au défi des immenses besoins humanitaires dans le Haut-Uélé

Pour répondre aux besoins humanitaires dans le Haut-Uélé, le CICR a entrepris une série de missions sur place dès mi-janvier, conjointement avec la Croix-Rouge de la République démocratique du Congo (CRRDC). Andrea Acerbis, délégué du CICR, y était à chaque fois. «Nous sommes allés dans certaines des villes concernées : Isiro, Dungu, Faradje et Doruma», raconte-t-il. «Ces trois derniers endroits ont été affectés par des attaques de l'Armée de libération du Seigneur (ALS, d'origine ougandaise), dès novembre 2008. Elles ont provoqué des mouvements de population touchant des dizaines de milliers de personnes, sans parler d'importantes destructions matérielles. Les déplacés ne vivent pas dans des camps organisés, mais dans des familles d'accueil ou dans des sites spontanés.»

Une des activités durant ces premières semaines de présence a été le renforcement de la capacité locale de la CRRDC, notamment pour le rétablissement des liens familiaux. «Vingt-quatre volontaires, provenant de Dungu, Isiro, Ndedu, Nyangara, Tapili, Bangadi, Rungu et Ndingba ont été formés, et des formations se poursuivent à Faradje et Doruma. Le but étant de créer un réseau qui arrive à couvrir la plus grande partie des zones affectées par le conflit», continue le délégué. Les besoins sont très

importants. Alors que l'enregistrement des Enfants Non Accompagnés (ENA) devait commencer sur le territoire congolais, environ 90 de ces ENAs du Haut-Uélé avaient déjà été identifiés par le CICR au Sud-Soudan, où des milliers d'habitants de la région se sont réfugiés. Les listes sont affichées dans les bâtiments publics, y compris les églises, du Haut-Uélé, afin que les familles recherchant un enfant puissent les consulter. «Plusieurs familles ont déjà approché la CRRDC après avoir reconnu le nom d'un enfant. Nous allons maintenant pouvoir envisager les réunions de famille».

Le CICR a encore fourni un appui matériel à la CRRDC (civière, dossards, sacs mortuaires, gants, etc.) ainsi qu'aux hôpitaux des quatre villes concernées (kits de base, matériel médico-chirurgical). Une femme blessée par balle a bénéficié d'une évacuation médicale.

«Une évaluation multisectorielle a eu lieu, afin d'évaluer avec précision les besoins dans les domaines de l'assistance et de l'accès à l'eau. Les besoins des personnes déplacées, mais également des résidents, sont énormes, et nous devons composer avec d'importantes contraintes sécuritaires, mais aussi logistiques», conclut Andrea Acerbis.



Le sourire de Charlotte

Charlotte Tabaro est debout, à la porte d'une maisonnette improvisée en bâche plastique : la maison d'écoute du camp de déplacés de Kibati I, aux portes de Goma. Les dizaines de milliers d'habitants ont tout perdu, mais il y a parfois pire : le meurtre d'un proche, ou les viols subis par de nombreuses femmes. C'est à ces dernières que les maisons d'écoute s'adressent.

«La première urgence après une agression est souvent médicale, explique Charlotte. La prise de médicaments dans les 72 heures peut prévenir des maladies sexuellement transmissibles comme le Sida, ou encore une grossesse involontaire. Mais il y a aussi ces blessures psychiques qui guérissent lentement.» Charlotte montre une chambrette avec un lit pour seul ameublement. «Quand les victimes arrivent chez nous, elles sont souvent effondrées. Nous les laissons d'abord se reposer ici. L'essentiel est que la victime se sente à l'aise. Nous leur faisons comprendre que sans leur accord nous n'allons rien dévoiler : ni leur histoire, ni leur identité.»

Combattre le rejet familial

Clotilde* est une commerçante d'une cinquantaine d'années, violée dans un minibus avec toutes les autres femmes à bord. Son mari l'a rejetée. «Nous avons fait une médiation, dit l'assistante psychosociale, expliqué au mari que les tests montraient que Clotilde n'avait rien attrapé. Nous lui avons surtout dit que sa femme avait déjà assez souffert. Il a compris. Pour la première fois, Clotilde nous dit ne plus souffrir de cauchemars». Le sourire de Charlotte est rayonnant.

Charlotte a déjà accueilli plus de 200 victimes. «Je me rappelle encore le visage de cette femme de 37 ans, attaquée alors qu'elle portait son bébé de sept mois sur le dos. C'est ce qui lui a donné la force de se battre contre ses cinq agresseurs, arrachant le fusil de l'un de ses assaillants et blessant un autre au visage. Elle s'est ensuite enfuie, nue, et passé de longues heures cachée dans un trou, couverte de terre et de feuilles mortes. Les gens qui l'ont secourue ont retrouvé son bébé. J'étais là quand elle l'a pris dans ses bras et l'a serré très fort contre sa poitrine. Elle n'avait même pas encore mentionné qu'elle avait été violée. Je suis sûre qu'elle ne ressentait même plus la blessure sanglante sur sa tête.»

Un fardeau lourd à porter

Chaque jour, les membres de l'équipe psychosociale du CICR et de la Croix-Rouge de la RDC passent discuter avec Charlotte. «Il faut que je puisse partager les émotions qui m'envahissent. Il est difficile de porter ce fardeau seule. Certaines victimes sont des fillettes de cinq ou six ans. Ce sont les cas qui me marquent le plus, car j'ai moi-même six enfants. J'ai souvent envie de pleurer, mais je dois garder le sourire face à ces gens qui viennent chez moi chercher un peu de force et d'espoir.»

«Je suis fière de faire ce métier. La formation que le CICR m'a donnée m'a aussi permis de réaliser mes droits en tant que femme et de les revendiquer dans mon propre foyer. Si nous, les femmes, nous arrivons à changer la mentalité de nos hommes, le nombre des violences sexuelles en RDC va beaucoup diminuer.»

* Nom d'emprunt



Une conseillère parle avec une victime de viol, à la « maison d'écoute » pour victimes de violences sexuelles.

Le médecin qui ne connaît pas de repos

Lorsqu'il avait accepté de travailler à l'hôpital général de référence de Minova, fin 2007, le Dr Tharcisse Synga, 35 ans, savait bien qu'il lui faudrait tout faire : les consultations, les opérations, les échographies et les tours de salle. Mais si être le seul médecin d'un hôpital est déjà lourd en temps de paix, cela devient « beaucoup plus dramatique en période de guerre », avoue le jeune et charismatique médecin.

Durant les derniers mois de 2008, l'hôpital est assailli de blessés de guerre aussi bien que de malades, qui sont nombreux parmi les foules de déplacés cherchant abri à Minova. « J'ai dû pratiquer jusqu'à 16 interventions chirurgicales par jour, se souvient le docteur. Nous avons fait travailler la buanderie dans des conditions difficiles pour qu'elle recycle vite vite le matériel ». Les kits de chirurgie de guerre fournis par le CICR ont aussi permis de faire la différence, souligne le Dr Tharcisse.



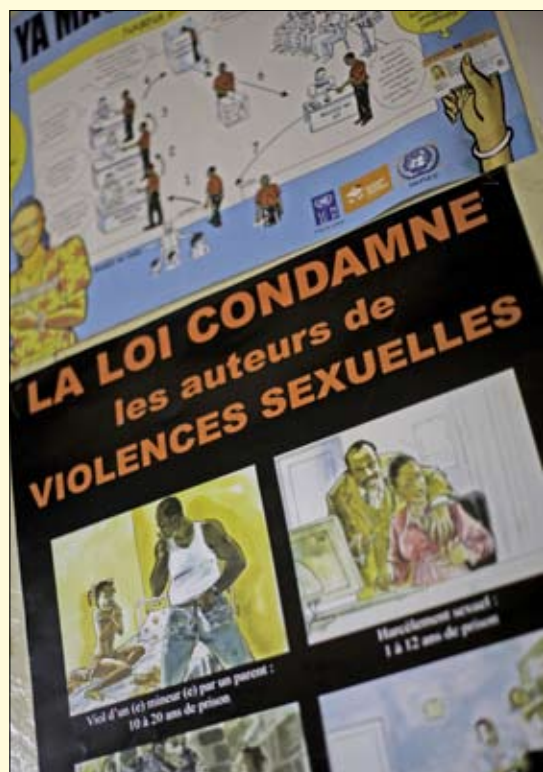
Minova, hôpital bénéficiant du soutien du CICR. Visite du docteur Synga auprès de ses patients.

En novembre, une grève du personnel laisse le médecin presque seul à bord, assisté de seulement quatre infirmiers stagiaires. Et lorsque les patients ont paniqué parce que les combats s'approchaient de l'hôpital, « nous avons dû les évacuer en les transportant au dos jusque chez eux. »

L'hôpital de Minova a aussi été équipé par le CICR en kits PEP, cette combinaison de médicaments qui permettent à une femme violée de minimiser le risque de maladies sexuellement transmissibles et d'une grossesse, à condition que le contenu en soit pris au plus tard 72 heures après l'agression. Pour le docteur, cela ne fait pas de doute : « Le viol est une violation grave de la dignité des femmes. Il brise des communautés entières et est accompagné souvent de traumatismes graves et d'autres violations. »

C'est ainsi que l'hôpital de Minova a reçu une fillette de six ans, violée en même temps que sa mère et sa grande sœur. La grande sœur en est morte. « La petite fille s'en est sortie avec une luxation de la hanche gauche. Et sa mère a dû la porter au dos, 50 kilomètres jusque chez nous, alors que la petite criait de douleur », se souvient le médecin. Les vieilles dames ne sont pas non plus à l'abri. Là aussi, la volonté de destruction d'un être humain est patente. « Nous avons reçu une maman de 69 ans, violée par huit hommes armés. Après le viol, ils ont bourré de sable son vagin. Imaginez ce que cela a pu causer comme dégâts dans le corps de cette dame. »

Fin janvier, le médecin faisait un constat amer : « Quand bien même il y a cessez-le-feu entre les belligérants, on ne le sent vraiment pas par rapport à la violence sexuelle. Pour la journée d'hier seulement, nous avons enregistré sept cas. »



Goma. Poster sur les violences sexuelles.

A l'écoute des victimes de violences sexuelles

Le CICR soutient 33 « maisons d'écoute » dans le Nord et le Sud-Kivu. Dans ces structures gérées par des associations locales, de dizaines d'assistants psychosociaux écoutent, accompagnent psychologiquement et orientent les victimes du conflit. Ces structures comptent aussi des collaborateurs chargés de faire passer un message de protection et de lutte contre les violences sexuelles, un problème particulièrement important en RDC.

Mama Bona et ses 158 enfants

« **A** chaque fois qu'il y a la guerre au Congo, des femmes sont violées et des enfants se retrouvent seuls, dit Mama Bona ». A 49 ans, la volontaire de la Croix-Rouge congolaise parle en connaissance de cause : depuis 1992, elle s'est occupée de pas moins de 158 enfants, Congolais comme Rwandais, que les conflits successifs avaient séparés de leurs parents. C'est elle qui leur trouve des maisons d'accueil, en attendant une éventuelle réunification avec leurs proches. C'est auprès d'elle que les familles de substitution viennent chercher de l'aide, lorsqu'elles manquent d'argent pour nourrir ou pour soigner l'enfant perdu. Et s'il le faut, Mama Bona ouvre toutes grandes les portes de sa propre maison, à Goma. C'est ainsi qu'elle garde depuis des années quatre orphelins rwandais. Et lorsque, il y a deux ans, la mère d'un bébé nouveau-né a été tuée, c'est à sa propre fille, qui venait également d'accoucher, que Mama Bona a confié le soin d'allaiter la petite Stéphanie. Depuis, Stéphanie fait partie intégrante de la grande famille de Mama Bona.



Organisation impartiale, neutre et indépendante, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a la mission exclusivement humanitaire de protéger la vie et la dignité des victimes de la guerre et de la violence interne, et de leur porter assistance. Il dirige et coordonne les activités internationales de secours du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge dans les situations de conflit.

Il s'efforce également de prévenir la souffrance par la promotion et le renforcement du droit et des principes humanitaires universels. Créé en 1863, le CICR est à l'origine du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.

La délégation du CICR en RDC mène des activités en République Démocratique du Congo (RDC) depuis 1978. Elle emploie près de 710 collaborateurs dont 80 expatriés réparties sur neuf structures à travers le pays.

Délégation du CICR en République Démocratique du Congo (RDC)
32, Av. Papa Iléo, BP 7325 Kinshasa, RDC
Tél. : +(243) 08117006060 ou +(243) 09900074
E-mail : kinshasa.kin@icrc.org Web : www.icrc.org



CICR